



## Conseil de sécurité

### Rencontre en format Arria

#### ***“Condemning Hostage-Taking in Israel on October 7 as a Psychological Tool of Terrorism”***

New York, le 16 mai 2024

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl, Représentante permanente de la Suisse

---

Merci, Madame la Présidente,

Et merci Linda de nous réunir ici pour écouter ces témoignages qui nous touchent. Je voudrais remercier la Professeure Halperin-Kaddari de sa présentation ainsi que Mesdames Dr Haran et Samerano et Monsieur Roman de leurs témoignages et de leur courage. Je ne pense pas que nos mots puissent être à la hauteur de votre souffrance personnelle et je vous en demande pardon.

La Suisse est profondément choquée par les récits des proches – les vôtres et ceux de tous les autres – et rescapés des actes de terreur et de la prise d’otages perpétrés par le Hamas le 7 octobre, qu’elle a fermement condamnés.

Et je souhaite exprimer nos condoléances aux familles de celles et ceux qui ont dû mourir et notre profonde sympathie envers les survivants et survivantes de ces actes, comme Dr Haran.

La dignité des victimes, des survivantes et survivants doit être respectée en toute circonstance et nous ne pouvons qu’essayer d’imaginer le traumatisme vécu. Notre soutien va également aux proches des 132 otages encore détenus à Gaza. La Suisse appelle à leur libération immédiate et inconditionnelle, comme elle l’a fait avec ce Conseil dans ses résolutions 2712, 2720 et 2728. Et nous continuerons à essayer de faire respecter ces résolutions.

Une étude de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT / CTED) que nous avons soutenue, a montré que la violence sexuelle et basée sur le genre est régulièrement utilisée par des groupes terroristes comme tactique stratégique pour avancer leur cause. Et pourtant la violence sexuelle, la prise d’otage et les attaques contre la population civile sont interdites par le droit international. La Suisse réitère sa ferme condamnation de ces violations graves du droit international humanitaire et des droits humains. Elle rappelle que ces actes constituent des crimes de guerres, quel qu’en soient les auteurs et les victimes.

Les femmes et les enfants bénéficient dans les Conventions de Genève d’une protection notamment contre toute atteinte à leur honneur et contre le viol. Or, selon le dernier rapport de la Représentante spéciale Pramila Patten, il existe « des informations claires et convaincantes » que des « viols, des tortures sexualisées et des traitements cruels, inhumains et dégradants ont été infligés à certaines femmes et à certains enfants » pendant les attaques et durant leur captivité à Gaza, ainsi que « des motifs raisonnables de croire que ces violences se poursuivent ».

Nous appelons à l'établissement des faits par des organes internationaux, indépendants et impartiaux compétents – comme le Haut-Commissariat aux droits humains ou la Commission d'enquête. Ces organes doivent pouvoir recevoir l'accès nécessaire à cette fin. Des poursuites efficaces sur la base du droit international sont nécessaires pour lutter contre l'impunité et tenir responsables les criminels – comme il a été demandé par la Professeure.

La Suisse réitère également sa profonde préoccupation concernant les informations également contenues dans le rapport de la Représentante spéciale de l'ONU sur les violences sexuelles et basées sur le genre contre des Palestiniennes et Palestiniens dans les lieux de détention, mais aussi lors des raids dans les maisons et aux points de contrôle à Gaza et en Cisjordanie.

Nous appelons les parties à octroyer au CICR l'accès à toutes les personnes privées de liberté en Israël et dans le Territoire palestinien occupé, y compris les otages et les détenus palestiniens.

Madame la Présidente,

Il est essentiel de mettre en place un cessez-le-feu immédiat. Sans plus attendre, les parties doivent mettre en œuvre leurs obligations de droit international en matière de protection des civils et d'acheminement rapide, sûr et sans entraves de l'aide humanitaire à Gaza par tous les moyens possibles.

Les conséquences d'une large offensive militaire à Rafah sur l'aide humanitaire et toute la population civile, y inclus les otages, sont inacceptables. Les civils en paient un prix particulièrement élevé. Pour cette raison, la Suisse rappelle son opposition à l'opération en cours et appelle à son arrêt immédiat.

Le Conseil de sécurité et les Etats pouvant exercer une influence sur les parties au conflit doivent à tout prix mettre fin à la violence et relancer un processus de dialogue en vue d'une solution politique pour contribuer à une solution à deux Etats démocratiques, Israël et la Palestine dont Gaza fait partie intégrante, vivant côte-à-côte, en paix, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

Mais permettez-moi de vous dire, avant de finir, comme vous l'avez souhaité : nous n'allons pas oublier vos proches, nous allons vraiment y penser, ce soir et tous les soirs qui suivent.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Thank you, Madam President,

And thank you Linda for bringing us here to hear these moving testimonials. I would like to thank Professor Halperin-Kaddari for her presentation, as well as Dr Haran, Mrs Samerano and Mr Roman for their testimonies and for their courage. I don't think that our words can reflect your personal suffering, and for that I apologize.

Switzerland is deeply shocked by the accounts of relatives – yours as well as all the others – and survivors of the acts of terror and hostage-taking perpetrated by Hamas on October 7, which it has strongly condemned.

And I wish to express our condolences to the families of those who had to die, and our deepest sympathy to the survivors of these acts, like Dr Haran.

The dignity of the victims and survivors must be respected in all circumstances and we can only imagine the trauma they are experiencing. Our support also goes to the relatives of the 132 hostages still being held in Gaza. Switzerland calls for their immediate and unconditional release, as it did with this Council

in its resolutions 2712, 2720 and 2728. And we will continue to work to ensure that these resolutions are respected.

A study by the Counter-Terrorism Committee Executive Directorate (CTED), which we supported, showed that sexual and gender-based violence is regularly used by terrorist groups as a strategic tactic to advance their cause. However, sexual violence, hostage-taking and attacks against the civilian population are prohibited under international law. Switzerland reiterates its firm condemnation of these serious violations of international humanitarian and human rights law. It recalls that these acts may constitute war crimes, whoever the perpetrators and victims are.

Under the Geneva Conventions, women and children are protected in particular against any attack on their honor and against rape. Yet, according to the latest report by Special Representative Pramila Patten, there is "clear and convincing information" that "rape, sexualized torture and cruel, inhuman and degrading treatment were inflicted on some women and children" during the attacks and during their captivity in Gaza, as well as "reasonable grounds to believe that such violence is continuing".

We call for the facts to be established by competent, independent and impartial international bodies - such as the Office of the High Commissioner for Human Rights or the Commission of Inquiry. These bodies must be given the necessary access. Effective prosecution on the basis of international law is necessary to combat impunity and hold criminals to account - as called for by the Professor.

Switzerland also reiterates its profound concern about the information also contained in the UN Special Representative's report on sexual and gender-based violence against Palestinians in places of detention, as well as during raids on homes and checkpoints in Gaza and the West Bank.

We call on the parties to grant the ICRC access to all persons deprived of their liberty in Israel and the Occupied Palestinian Territory, including Palestinian hostages and detainees.

Madam President,

An immediate ceasefire is essential. Without further delay, the parties must implement their obligations under international law to protect civilians and ensure the rapid, safe and unimpeded delivery of humanitarian aid to Gaza by all possible means.

The consequences of a large-scale military offensive in Rafah on humanitarian aid and the entire civilian population, including hostages, are unacceptable. Civilians are paying a particularly high price. For this reason, Switzerland reiterates its opposition to the current operation and calls for its immediate cessation.

The Security Council and the states with influence over the parties to the conflict must at all costs put an end to the violence and relaunch a process of dialogue with a view to a political solution to contribute to a two-state solution, with Israel and Palestine, of which Gaza is an integral part, living side by side, in peace, within secure and recognized borders.

But let me say, before I finish, as you wished: we're not going to forget your loved ones, we're really going to think about them, tonight and every evening thereafter.

Thank you.